

En désaccord

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles certaines personnes pourraient être d'avis que le Canada **ne devrait pas favoriser la privatisation des soins de santé** dans ses provinces et territoires.

Une accentuation de la pénurie d'employés

L'épuisement professionnel est l'une des principales raisons évoquées par ceux qui quittent le réseau public. Attirés par de meilleures conditions de travail et un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, de nombreux médecins, infirmières et employés du réseau public quittent leur poste pour rejoindre le secteur privé. Chaque départ vers le privé dégarnit davantage le réseau public et faire appel aux entreprises privées pour aider les hôpitaux risque d'aggraver le problème en créant plus d'emplois dans le réseau privé et en accélérant la perte de travailleurs du réseau public.

Une efficacité qui n'a pas été démontrée

Des études menées au Royaume-Uni, où coexistent un système de santé public similaire à celui du Canada et plus d'une centaine d'hôpitaux privés, révèlent que les établissements privés, motivés par le profit, sont liés à des taux plus élevés de décès évitables et qu'il n'existe aucune preuve qu'ils contribuent à réduire les temps d'attente à long terme. Par ailleurs, la recherche scientifique montre que la privatisation des soins de santé, notamment des procédures chirurgicales, n'améliore pas l'accès aux services. D'ailleurs, au Canada, les provinces où le secteur privé est le plus présent, soit l'Alberta, la Colombie-Britannique, la Saskatchewan et le Québec, affichent les temps d'attente les plus longs.

Des coûts exorbitants

Les établissements de soins de santé privés fixent librement leurs tarifs, et les procédures qu'ils offrent coûtent souvent plus du double de celles réalisées dans le réseau public. En confiant des chirurgies au privé pour désengorger le système, les gouvernements provinciaux et territoriaux risquent d'alourdir considérablement la facture, ce qui entraînerait, en fin de compte, des coûts plus élevés pour les contribuables ou une baisse de services dans d'autres secteurs.

Un système à deux vitesses

La privatisation du système de santé alimente un cercle vicieux. Les provinces et territoires, en versant l'argent des contribuables à des entreprises privées, paient leurs soins de santé à prix fort tout en contribuant à l'érosion du réseau public. Attiré par de meilleures conditions de travail, le personnel migre vers le privé, alourdissant la charge de ceux qui restent. L'engorgement du système pousse alors encore davantage les gouvernements à se tourner vers le secteur privé, et ainsi de suite. Si cette dynamique se poursuit, elle pourrait mener à un système de santé à deux vitesses : un accès rapide et de qualité pour les plus riches, et un réseau public affaibli pour tous les autres.

Pour en savoir plus

- [Le Devoir | Que disent les études de la privatisation de la santé? \[Attention, il s'agit d'un texte d'opinion\]](#)
- [La Presse | Le public, le privé et le bénévolat à 500 000 \\$](#)
- [Radio-Canada | L'Alberta accélère la cadence de privatisation des opérations chirurgicales](#)
- [Rad | Pour ou contre le privé en santé? Avec la médecin Michelle Houde \(La MD colorée\)](#)